

La Gazette des Comores

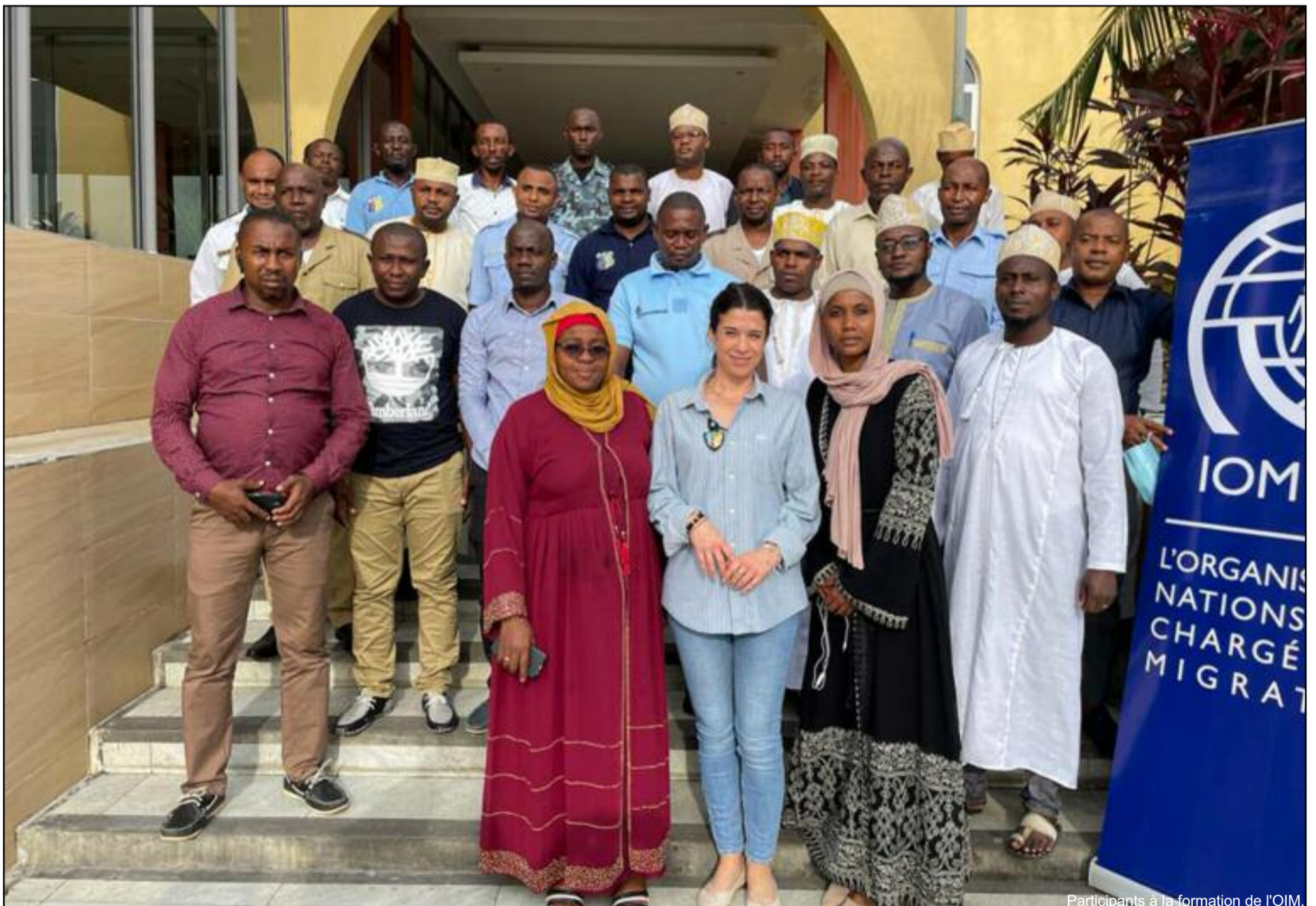
*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4083 - Lundi 14 Mars 2022 - Prix : 200 Fc

MIGRATION :

La protection des migrants au cœur d'une formation à Moroni



Participants à la formation de l'OIM.

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

MUSIQUE

Eliasse, come back à Mayotte

LIRE PAGE 6

SOCIÉTÉ

La diaspora de Koni-Djodjo électrifie le village

Le village de Koni Djodjo est désormais éclairé avec des lampadaires solaires grâce à sa diaspora. Un des villages les plus pauvres et plus peuplés du pays profite du soutien de sa diaspora pour son développement local.

Très choyé pour son poids électoral, Koni Djodjo ce village de la 11ème circonscription situé dans la préfecture de Domoni, est l'un des plus pauvres et plus peuplés de l'île d'Anjouan. Le développement d'une région dépend de la dynamique des résidents. Et la diaspora de Koni Djodjo, n'est pas en reste. « Nous avons décidé de développer le village à notre niveau. Nous remercions Farid Abodo qui a mis les premières lampes solaires au village. Aujourd'hui les enfants de Koni installés à Mayotte ont à leur tour apporté leur contribution », souligne Toyfane Ahamadi, jeune dynamique du village et seul journa-

liste du village, nouvellement embauché à ORTC.

Ces jeunes veulent électrifier tout le village d'ici la fin de l'année. « Nous voulons éclairer tout le village pour en finir avec les coupures de la Sonelec. Cette dernière doit avoir de la considération pour Koni, car le nombre d'habitants a toujours pesé un poids économique non négligeable dans n'importe quelle société », tacle un jeune universitaire qui invite le gouvernement à refaire la route nationale de Koni « construite depuis 28 ans par feu Saïd Mohamed Djohar ».

Quant aux femmes, les prières ne s'arrêteront jamais pour demander protection à leurs fils résidents de Mayotte. « Aujourd'hui, il y a une grande boutique cosmétique et des habits de luxe grâce au soutien de la diaspora », avance une femme de cette localité. De passage, des habitants rappellent au Président Azali qu'à sa dernière visite à Koni



Eclairage solaire à Koni.

Djodjo, le village lui avait exposé ses doléances à l'instar des problèmes d'eau qui sévissent dans la localité. A noter que la route Dindri-

Koni est l'un des nœuds importants qui rattache le village au reste de l'île d'Anjouan. Déjà la route nationale du rond point de Bambao

Mtsanga vers Hachioenda-Koni se trouve dans un état de délabrement très avancé.

Nabil Jaffar

SANTÉ

Les médecins nutritionnistes sonnent l'alerte à l'approche du ramadan

A moins de trois semaines du ramadan, les médecins nutritionnistes multiplient les rencontres pour sensibiliser les citoyens sur la réglementation au niveau alimentaire et les précautions à prendre chez ceux qui souffrent de certaines pathologies, pendant le mois sacré de ramadan.

Bientôt, les musulmans vont entamer le mois sacré de ramadan. Un mois durant

lequel, les croyants s'abstiennent de manger et de boire pendant la journée. C'est une épreuve très difficile pour les gens normaux, n'en parlons plus pour les personnes ayant des maladies particulières. C'est dans ce sens que Docteur Ahmed, nutritionniste, nous a confié que la nutrition est devenue depuis un moment une préoccupation pour les médecins nutritionnistes dans la mesure où, de nombreux comoriens sont touchés par des maladies en relation

avec leurs habitudes alimentaires, notamment le diabète ou l'hypertension artérielle.

Alors que les pathologies qui relèvent de la malnutrition sont enregistrées toute l'année en dehors du mois de ramadan, un constat interpelle pourtant les nutritionnistes, qui supposent que la situation pourrait bien s'aggraver si des mesures de précautions au niveau alimentaire ne se prennent pas pendant le mois sacré. « La question de

la nutrition nous anime vraiment à un point que nous sommes en train de nous rencontrer ici à Ngazidja. Et ce jeudi 10 mars, je prends le vol pour Mohéli pour la même raison. C'est pour vous montrer l'importance de ce sujet », explique le Dr Ahmed.

Une campagne de sensibilisation va se faire dans les jours qui viennent à travers le ministère de la santé. « Nous allons sensibiliser sur le sujet pour permettre aux citoyens

de prendre leurs précautions en matière de nutrition. Et c'est pour éviter des circonstances malheureuses pendant le jeun du ramadan », dit-il. Sur ce sujet, des indications et des précautions seront divulguées par les nutritionnistes la semaine prochaine.

Kamal Gamal

MADJLISS DE WUZURI WADINI

L'association a récolté plus de 14 millions pour ses œuvres de bienfaisance

Quatre jours après la tenue du Madjliss de l'association religieuse et humanitaire Wuzuri Wadini, le bureau national annonce avoir récolté 29429 € (soit plus de 14 millions de nos francs) qui vont par la suite financer les activités en cours de l'association.

Une activité de Madjliss organisée par l'association religieuse et humanitaire Wuzuri Wadini a eu lieu au foyer des femmes de Moroni dimanche dernier. Plusieurs personnalités religieuses et politiques ont pris part à cet événement qui avait comme objectif de dresser le bilan des deux ans d'existence, collecter des fonds pour financer les activités de construction de Madrassat (écoles coraniques) et autres, mais

aussi de présenter le nouveau livre de Fundi Moussa Adame. Le bureau fédéral annonce avoir collecté 29429 € soit plus de 14 millions de francs comoriens. « Nous tenons à remercier toutes les déclarations des villes et villages des quatre îles des Comores. Chacun a apporté sa contribution », se félicite Andile, porte-parole de l'association. Ce dernier montre que ces fonds seront destinés à la construction des Madrassat qui sont en chantier dans tout l'archipel.

Sur le bilan des deux ans d'existence de l'association, Fundi Moussa Adame, le président d'honneur de l'association annonce que beaucoup d'activités ont été réalisées en un laps de temps très court, mais qu'il reste beaucoup à faire. « 30 écoles coraniques ont été construites et

d'autre sont en cours de réhabilitation, 227 enfants orphelins sont pris en charge dans l'ensemble des quatre îles des Comores », avance-t-il, avant d'ajouter que « d'ici 2023, pour le 3e anniversaire, nous souhaitons tripler ces chiffres ».

Devant une salle comble de femmes et d'hommes, Fundi Moussa Adame s'engage à recruter 30 enseignants pour les 30 Madrassats qui sont à leur charge, et ils seront bien rémunérés. « La masse salariale annuelle est déjà estimée à plus de 1 800 000 FC. Durant les 12 mois à venir, chaque maître recevra avec l'aide de Dieu, son salaire mensuel », promet-il.

Le président d'honneur tient aussi à remercier le gouvernement pour son assistance. D'après lui, ce dernier a accepté de prend-

re en charge une délégation qui va participer prochainement à un concours de lecture du Coran à Mayotte comme celui organisé à Moroni en octobre dernier. Il a autorisé l'association humanitaire de chercher des aides auprès de

pays amis des Comores. « Je dois leur remercier sincèrement puisqu'il facilite nos activités, cela prouve que nous sommes en règle », conclut-il.

Ibnou M. Abdou

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssef
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad

Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

MIGRATION :

La protection des migrants au cœur d'une formation à Moroni

Dans le but renforcer les capacités sur le droit maritime international et le droit international de la migration, l'Organisation internationale des migrations à travers ses bureaux des Comores et de Madagascar ont conjointement organisé une formation bilatérale de deux jours pour le personnel en charge de la gestion des frontières et de la sécurité maritime dans le deux pays. Durant deux jours, la sauvegarde de vies humaines, la sécurisation des frontières et la protection des migrants ont fait l'objet de la formation.

L'OIM aux Comores en partenariat avec l'OIM Madagascar ont organisé une formation bilatérale de deux jours pour le personnel en charge de la gestion des frontières et de la sécurité maritime à Madagascar et aux Comores. Cette formation pour la sécurité maritime rentre dans le cadre du projet « soutenir le mécanisme de l'océan indien occidental : promouvoir la gouvernance sur les questions de migration dans la région de la Commission de l'océan indien ». Il vise à contribuer au renforcement des capacités des pays impliqués dans sa mise en œuvre à l'instar des Comores. Selon la for-

matrice, Anne Althaus, cette formation a pour but de faire le lien entre droits maritimes et migration. Il s'agit de mettre les normes qui doivent être appliquées dans ce cadre et qui protègent aussi les personnes migrantes. « L'idée est de rappeler aux participants les obligations à remplir dans le cadre de leur fonction et de sécuriser les frontières, mais aussi de s'assurer que les droits humains des personnes migrantes sont respectés. Nous avons passé en revue les manquements qui peuvent être améliorés autant sur le plan juridique que pratique », souligne-t-elle, tout en assurant que le suivi et l'appui seront de mise.

Du côté des participants, la formation était courte mais riche en performances. « Nous avons acquis les compétences nécessaires pour combler les lacunes. On nous a appris les conventions internationales relatives à la protection des migrants, les conventions ratifiées et non ratifiées et sur les possibilités d'appui pour la recherche de vie en mer. On aurait souhaité que notre collaboration avec l'OIM nous apporte des appuis techniques et des moyens comme la mise en place d'un local pour les migrants. Rappelons que le pays n'en dispose pas », témoigne l'inspecteur Hassane Aboubacar Sidi.

Pour rappel, les migrations maritimes ne constituent pas un phénomène nouveau. Depuis toujours, des hommes et des femmes ont risqué leur vie à bord d'embarcation de fortune pour partir soit à la recherche d'une vie meilleure, soit pour l'éducation, du travail, de la protection internationale contre la persécution ou contre d'autres menaces pesant sur leur vie, leur liberté ou leur sécurité plaçant ainsi leur destin dans les mains de passeurs peu scrupuleux, voire criminels. Et c'est dans ce cadre que cette formation s'est-elle inscrite.

Andjouza Abouheir

MARCHE PACIFIQUE :

Hima réclame le respect des droits de la femme comorienne



Marche pacifique pour les déroits des femmes.

« Femme, levez-vous pour vos droits », tel est le slogan de la marche du collectif Hima. Ces femmes militantes ont manifesté pour réclamer les droits de la femme. Selon elles, il est temps que la femme comorienne soit respectée et valorisée.

la femme encore plus. Nous lançons un message à nos maris, nos frères, nos pères, ne soyez pas nos ennemis. Respectons-nous et protégeons les femmes. Trop c'est trop », lance-t-elle.

Le collectif des jeunes femmes Hima a battu le pavé à Moroni samedi 12 mars dernier. « Femmes, levez-vous et battez vous pour vos droits », tels sont entre autres slogans utilisés durant cette marche. Du stade Baumer jusqu'au stade d'Ajao, les participants ont exhibé des pancartes en faveur de l'égalité et des droits et demandent la fin de la maltraitance faite à l'égard de la femme. Dans la foulée, c'est la militante Sabkia qui montre que Hima lance un cri d'alarme contre les violences, l'oppression, l'inégalité.

« Nous sommes toutes là pour réclamer nos droits. Une femme aux Comores a retrouvé la mort tout simplement car son mari l'a empêchée d'être transfusée, c'est abjecte. Chaque individu doit être respecté et

Selon elle, le changement commence dès maintenant. « Il est temps qu'on soit reconnu par nos valeurs », poursuit-elle. Arfane Salim Abdou, Amina Ali ou Inzlat Mohadji et ont expliqué que cette marche est un combat pour nous tous. Le collectif Hima exige le respect. « Le féminisme ne combat pas les hommes, il combat l'inégalité entre hommes et femmes. Le féminisme comorien ne combat pas la culture ni la tradition, il combat l'isolement des femmes dans les cases définies par les hommes. Les femmes comoriennes sont plurielles, leurs droits le sont aussi », souligne-t-elle. Cette manifestation a eu lieu suite au tollé provoqué par la mort d'une femme enceinte qui avait refusé une transfusion sanguine, par crainte de désobéir à son époux hostile à la transfusion prescrite par son médecin.

Andjouza Abouheir

EDUCATION

L'AFCDAM octroie des kits scolaires au Lycée de Fomboni

L'association franco-comorienne pour le développement et l'amitié de Mohéli (AFCDAM) basée à Bordeaux, injecte 5000€ dans l'éducation à Mohéli. 1000€ pour l'achat de kits scolaires destinés aux élèves du lycée de Fomboni et 4000€ pour la construction d'une salle d'informatique à Miringoni.

Pour rehausser le niveau scolaire des élèves de Mohéli, l'AFCDAM bénéficiant d'un statut d'ONG internationale en collaboration avec ses partenaires techniques, dont l'ONG ensemble pour Mohéli (EPM) à travers l'ASCOBEF, a lancé cette année, un programme spécifique dans le secteur de l'éducation nationale. Un budget de 1000€ est investi pour l'achat de manuels scolaires dont les bénéficiaires sont les élè-

ves de la classe de terminale du lycée de Fomboni.

100 élèves de terminale A1, terminale C, D et G ont bénéficié d'un lot de livres, cahiers, stylos et tout ce qui est utile à l'apprentissage d'un élève. « Nous avons octroyé ces manuels scolaires pour contribuer à l'apprentissage des élèves et en même temps épauler ceux qui n'ont pas suffisamment les moyens dans un seul objectif d'obtenir de bons résultats et un monde meilleur pour les futurs bacheliers », espère Mahmoud Ali, responsable de l'ASCOBEF à Mohéli, qui supervise cette activité de remise des fournitures et coordonne les actions de l'AFCDAM.

Et pour booster encore plus ce secteur, l'AFCDAM lance un chantier de construction d'une salle numérique à Miringoni dans le Sud Ouest de l'île.

Cette dernière servira tout ce qui est numérique aux élèves mais aussi aux adultes. Il s'agit d'une salle d'informa-

tique et divertissement. Le devis du chantier avoisine les 4000 euros. Pour le président de cette ONG, il ne comp-

te pas en rester là. « On espère augmenter la distribution des kits scolaires aux autres classes du lycée à la prochaine rentrée », promet Djamal Eldine Issoufa, président de l'AFCDAM contacté par téléphone depuis Bordeaux.

Pour les responsables de l'ONG, plusieurs opérations de ce genre ont été menées dans l'île de Mohéli. « Il ne faut pas oublier que ce n'est pas notre première opération pour l'éducation, car nous avons rénové des salles de classes et distribué des fournitures à l'école primaire de Kangani. Nous avons aussi travaillé avec l'école primaire de Domoni avant sa fermeture », précise le président Djamal, tout en regrettant que fermer une école c'est piétiner l'éducation.



Remise d'un don de l'AFCDAM au lycée de Fomboni.

Riwad

SOCIÉTÉ

Les femmes de Mohéli s'activent dans l'agriculture

Du labourage au semis jusqu'à la commercialisation des produits vivriers et maraîchers, les femmes de Mohéli occupent une place importante dans l'agriculture. Selon les statistiques données par le projet PREFERE en 2019, 75% des agriculteurs sont des femmes.

A Mohéli les femmes cultivent la terre, elles sèment et assurent également en grande partie la commercialisation des produits agricoles dans l'île. Elles participent beaucoup plus à des activités agricoles par rapport aux hommes. Selon le projet PREFERE en 2019, environ 346 agricultrices ont été recensées dans l'île. Ce chiffre devait obligatoirement croître en 2020 et 2021 puisque le secteur agricole a pris un nouvel élan. Grâce aux aides gouvernementales ainsi qu'aux ONG internationales, beaucoup de femmes se regroupent en créant des coopératives ces deux dernières années afin d'intensifier les produits agricoles dans l'île. Certaines d'entre



Femmes agricultrices de Mohéli.

elles ont même bénéficiés des cours théoriques suivis des formations pratiques à travers le champ école, paysans, CEP.

Pour assurer la sécurité alimentaire de la population tout en s'adaptant au changement climatique, ces femmes travaillent d'arrache-pied et contribuent de

manière significative à la lutte contre la famine en particulier à Mohéli mais aussi dans le reste du pays, puisque la majorité des produits agricoles de l'île sont effectivement vendus à Ngazidja et à Ndzouani. Avec l'appui des centres ruraux de développement économique, CRDE et le projet PRE-

FERE, ces femmes travaillent aujourd'hui dans de bonnes conditions. Et ce, grâce à l'octroi du matériel agricole non seulement pour se protéger mais aussi pour limiter et réduire l'énergie humaine par l'énergie mécanique.

La femme joue un grand rôle dans le développement écono-

mique du pays. « Ici on trouve une coopérative agricole constituée de 100 femmes et 2 hommes seulement. La production de la femme est trois fois supérieure à la celle des hommes. Notre objectif c'est de faire en sorte qu'une productrice ait confiance en son travail » explique Abdillahi Ahamadi connu sous pseudonyme de Japonais, coordinateur du projet PREFERE.

Selon Japonais, aux Comores le secteur agricole occupe 51% des femmes contre 49% des hommes. Toutefois, le manque d'infrastructures routières facilitant l'accès aux champs entraîne d'énormes pertes liées au vol. « Dieu merci nos activités vont très bien, tout ce qu'on sème pousse et donne des rendements encourageants. Mais le vol est aussi trop fréquent dans les champs. Et cela ne va jamais nous décourager car un voleur ne chasse pas un vrai agriculteur dans son champs » indique une agricultrice.

Riwad



AVIS DE RECUTEMENT DE L'ASSITANT(E) ADMINISTRATIF (VE) DU PROJET D'APPUI A LA MODERNISATION DE L'ETAT CIVIL AUX COMORES

I : Contexte et justification

Depuis de nombreuses années, les autorités nationales et les partenaires techniques et financiers, déplorent un dysfonctionnement général du système d'état civil aux Comores. La modernisation de l'état civil s'impose donc comme une priorité face, en particulier, à l'évolution des normes juridiques corrélées à l'état civil, notamment les droits de l'enfant et de la femme.

Pour renforcer les capacités du système de l'état civil, la France a accepté de financer un projet de modernisation de l'état civil. Ce projet est à la fois le support des fondamentaux juridiques et organisationnels d'un état civil moderne et le préalable d'un programme plus ambitieux visant, ultérieurement avec des moyens plus conséquents, à la refondation et à l'informatisation de l'état civil. Ce projet procédera à une réforme législative et favoriser l'interconnectivité du registre de l'état civil avec d'autres registres publics, réaliser une évaluation normalisée de l'état civil, normaliser les procédures et les formulaires de déclaration des faits d'état civil et sensibiliser la population aux bénéfices apportés par l'état civil, former les officiers d'état civil et les personnels communaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, le Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale compte recruter

un(e) Assistant(e) Administratif (ve) et financier(e) du projet.

II : Responsabilités et tâches de l'Assistant(e) Administratif (ve) et financier(e)

L'Assistant(e) Administratif (ve) et financier(e) travaillera sous la supervision du/de la Coordinateur (trice) National (e) du projet d'appui à la modernisation de l'état civil aux Comores. L'Assistant(e) Administratif (ve) et financier(e) accomplira parmi les tâches suivantes :

- Assister le/la Coordinateur (trice) National (e) dans la gestion administrative et financière en rapport avec les activités du projet.
- Assister le/la Coordinateur (trice) National (e) dans la rédaction des rapports financiers trimestriels et annuels du projet.
- Assister le/la Coordinateur (trice) National (e) dans l'établissement des FACE pour le décaissement et la justification des fonds.
- Apporter un appui logistique dans l'organisation des séminaires, ateliers et formations prévus dans le cadre du projet.
- Elaborer, exécuter et suivre les passations de commandes de travaux, de bien et services.
- Réceptionner les livraisons de biens et certifier les différentes prestations.
- Assurer une permanence dans le bureau principal du projet.

• Appuyer et assurer le suivi de la communication et une circulation efficace des informations et des documents parmi l'équipe de projet, les autorités nationales impliquées et toutes les autres parties prenantes.

• Collecter et gérer les documents de projet, les rapports nationaux et les rapports des consultants et des ateliers et toute autre documentation sur le projet.

• Organiser l'enregistrement des documents, y inclus l'enregistrement et la compilation selon les procédures standard de correspondances (lettres, memorandum, notes...).

• Etre responsables de la gestion des approvisionnements, des demandes de facture pro forma, de la préparation des bons de commande, de la réception des livraisons de biens, de la certification des différentes prestations ainsi que la tenue de l'inventaire du projet.

• Gérer les biens mobiliers et immobiliers appartenant au projet.

• S'acquitter de toute autre tâche que pourrait lui être confiée par le/la Coordinateur (trice) National (e) du projet et qui soit considérée comme nécessaire pour atteindre les objectifs et les résultats spécifiés dans le document de projet.

III : Qualifications et expériences requises

• Etre titulaire d'un diplôme de Brevet de Technicien supérieur (BTS) en comptabilité et gestion administrative ou tout autre diplô-

me équivalent.

• Avoir au moins une expérience professionnelle probante d'au moins 2 ans dans le domaine de la comptabilité et la gestion administrative.

• Bonne maîtrise de l'outil informatique.

• Maîtriser le français et avoir une bonne connaissance de l'anglais.

IV : Durée et exécution du contrat

Durée du contrat : 1 an avec possibilité de renouvellement

V : Candidatures

Les dossiers de candidature devront inclure :

- Une lettre de motivation pour l'intérêt porté à ce poste.
- Le Curriculum vitae (CV) et les copies des diplômes certifiés.

Le dossier de candidature doit être envoyé au plus tard le **26 mars 2022 à 12h 00** avec la mention « *Assistant (e) Administratif (ve) du projet de modernisation de l'état civil aux Comores*. L'adresse à utiliser est la suivante : Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale Moroni - Comores

Seules les candidatures retenues pour l'interview seront informées des résultats de l'avis de recrutement.

INTERNATIONAL

Le comorien Amaldine Soulaïmane retenu pour le barrage Égypte/Sénégal

Le département de l'arbitrage de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) a dévoilé ce mardi la liste des officiels pour le match de barrage aller entre l'Égypte et le Sénégal.

Sortant d'une brillante participation à la CAN 2021, Amaldine Soulaïmane ne chôme pas. L'assistant international figure parmi les officiels du match de barrage aller pour la Coupe du Monde 2022 entre l'Égypte et le Sénégal. Une belle récompense pour un arbitre en constante progression. Le premier Comorien à officier à ce stade de la compétition. La rencontre entre les Pharaons et les Lions de la Teranga est prévue le 25 mars au Cairo International Stadium. Sur la pelouse, Amaldine

sera accompagné des Congolais Jean Jacques Ndala Ngambo (central) et Oliver Safari Kabene (assistant).

Les trois officiels se connaissent bien. Le même trio avait dirigé le huitième de finale de la CAN 2021 entre la Côte d'Ivoire et l'Égypte. Quant au quatrième officiel de ce barrage aller, la FIFA a désigné le Malien Boubou Traoré. Enfin, au niveau du VAR, c'est un duo arbitral italien qui est retenu. Il s'agit de Marco Di Bello et Paolo Valeri.

Boïna Houssamdine

La liste complète des officiels :

Arbitre : Jean Jacques Ndala Ngambo (RD Congo)

Arbitre Assistant I : Oliver Safari

Kabene (RD Congo)

Arbitre Assistant II : Amaldine Soulaïmane (Comores)

Quatrième officiel : Boubou Traoré (Mali)

Video Assistant Referee : Marco Di Bello (Italie)

Assistant VAR : Paolo Valeri (Italie)

Inspecteur des Arbitres : Jerome Kelvyn Damon (Afrique du Sud)

Commissaire : Mike Letti (Ouganda)

Coordinateur Général : Kelly Athanasie Mukandanga (Rwanda)
Security Officer : Okey Sylvanus Obi (Nigéria)

Media Officer : Mohamed Sultan (Égypte).

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____

6 mois Montant : _____

12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces

Chèque n° _____

Virement bancaire réf. : _____

Moroni la,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



AVIS DE RECRUTEMENT DU/DE LA COORDINATEUR (TRICE) NATIONAL (E) DU PROJET D'APPUI A LA MODERNISATION DE L'ETAT CIVIL AUX COMORES

I : Contexte et justification

Depuis de nombreuses années, les autorités nationales et les partenaires techniques et financiers, déplorent un dysfonctionnement général du système d'état civil aux Comores. La modernisation de l'état civil s'impose donc comme une priorité face, en particulier, à l'évolution des normes juridiques corrélées à l'état civil, notamment les droits de l'enfant et de la femme.

Pour renforcer les capacités du système de l'état civil, la France a accepté de financer un projet de modernisation de l'état civil. Ce projet est à la fois le support des fondamentaux juridiques et organisationnels d'un état civil moderne et le préalable d'un programme plus ambitieux visant, ultérieurement avec des moyens plus conséquents, à la refondation et à l'informatisation de l'état civil. Ce projet procèdera à une réforme législative et favorisera l'interconnectivité du registre de l'état civil avec d'autres registres publics, réaliser une évaluation normalisée de l'état civil, normaliser les procédures et les formulaires de déclaration des faits d'état civil et sensibiliser la population aux bénéfices apportés par l'état civil, former les officiers d'état civil et les personnels communaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, le Gouvernement de l'Union des Comores compte recruter un (e) Coordinateur (trice) National (e) qui aura pour tâche principale de fournir un appui technique au Secrétariat Général du Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale pour la conception et à la mise œuvre des activités du projet.

III : Responsabilités et tâches du/de la Coordinateur (trice) National (e)

Le ou la Coordinateur (trice) National (e) du projet est responsable de la gestion du projet au quotidien, ainsi que de la prise de décision concer-

nant le projet. Sa responsabilité principale est la production des résultats escomptés par le projet et décrits dans le document de projet, selon les normes de qualité requise et en prenant en compte les spécificités et contraintes de temps et de coûts imparties.

Sous la direction du Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale et sous la supervision du Comité de pilotage du projet, le Coordinateur National du projet assurera les fonctions suivantes :

- Appuyer le Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale à la mise en œuvre des activités du projet de modernisation de l'état civil aux Comores.

- Appuyer le ministère à élaborer les rapports semestriels d'activités, le rapport annuel, le rapport final et tout autre document requis dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

- Assurer la gestion opérationnelle et administrative du projet : suivi des plans d'action du projet, préparation et formulation des plans de travail annuels, en cohérence avec le cadre des résultats et des ressources du document de projet ; préparation des termes de référence, appels d'offres, des contrats de prestation de services, d'études et de travaux ; organisation et participation aux travaux des commissions d'examen des offres ; appui aux diverses missions organisées par les partenaires du projet.

- Assurer le suivi de la gestion administrative et comptable/financière du projet : préparation et signature des rapports financiers et des différents documents ; paiement des services prestés et autorisés ; tenue des registres de dépenses et de comptabilité et établissement des dossiers de liquidation des fonds avancés par l'UNICEF.

- Assurer le suivi technique et faciliter le déroulement des missions et des consultations dans le cadre de la mise en œuvre des activités du

projet.

- Assurer le suivi et contrôler la qualité des prestations réalisées dans le cadre du projet en relation avec les services techniques concernés, l'UNICEF, le service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France auprès de l'Union des Comores et veiller au respect des délais établis pour la remise des livrables/produits.

- Identifier et solliciter, pour assurer une mise en œuvre de qualité, tout appui technique supplémentaire en vue d'assurer une gestion, une planification et un suivi de projet de qualité.

- Contribuer à la conception, à l'animation, ainsi qu'à l'organisation des séminaires de formation et/ou réunion de sensibilisation et plaidoyer, telles que prévues dans le cadre logique du projet.

- Assurer la gestion des risques du projet.

- Assurer la coordination entre les différents acteurs du projet au niveau national et insulaire en liaison étroite avec le Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale; assurer une liaison directe et permanente avec les institutions partenaires du projet ; contribuer à l'échange d'information sur les différentes approches et les stratégies d'intervention.

- Préparer et organiser les réunions du comité de pilotage du projet.

- Informer le comité de pilotage du projet sur l'état d'avancement du projet, selon les mécanismes et la fréquence établis dans le document de projet.

- Préparer les différents rapports d'avancement du projet et mettre en œuvre le plan de suivi-évaluation, conformément au document de projet.
- Mobiliser les expertises disponibles à l'intérieur des départements du gouvernement et des organisations de la Société Civile nécessaires pour l'atteinte des résultats attendus par le projet.

IV : Qualifications et expériences requises

- Etre titulaire d'un diplôme supérieur de

niveau Maîtrise (Master 1 au minimum) en sciences politiques, sciences sociales ou en droit.

- Avoir au moins une expérience professionnelle probante d'au moins 5 ans en gestion de projet et/ou en renforcement des capacités.

- Connaître les processus décisionnels et d'élaboration/adoption des normes législatives et réglementaires.

- Avoir une expérience de travail avec les agences du Système des Nations Unies.

- Disposer d'une bonne capacité analytique et rédactionnelle et une bonne disposition à travailler en équipe.

- Bonne maîtrise de l'outil informatique.

- Parfaire maîtrise du français, l'anglais serait un atout considérable.

V : Durée et exécution du contrat

Durée du contrat : 1 an avec possibilité de renouvellement.

VI : Candidatures

Les dossiers de candidature devront inclure :

- Une lettre de motivation pour l'intérêt porté à ce poste.

- Le Curriculum vitae (CV) et les copies des diplômes certifiés.

Le dossier de candidature doit être envoyé au plus tard le 26 mars 2022 à 12h 00 avec la mention « *Coordinateur (trice) National (e) du projet d'appui à la modernisation de l'état civil aux Comores* ». L'adresse à utiliser est la suivante : Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur, de l'Information, de la Décentralisation et de l'Administration Territoriale, Moroni - Comores.

Seules les candidatures retenues pour l'interview seront informées des résultats de l'avis de recrutement.



MUSIQUE

Eliasse, come back à Mayotte

De passage à Moroni, l'artiste Eliasse, nous a accordé un entretien pour nous parler de ses projets. C'est dans les locaux de Nextez que nous avons rencontré le musicien multifacettes. Toujours en mode décontracté, il est revenu sur son adaptation artistique dans l'hexagone.

Après 10 ans d'absence, l'auteur compositeur comorien Eliasse était de retour à Mayotte dans la dernière semaine du mois de février. Cette sortie s'inscrit dans le cadre d'une tournée pour la promotion de son deuxième album "Amani Way". Sortir de sa zone de confort est toujours difficile mais, c'est un risque que l'artiste a pris en quittant Mayotte il y a dix ans. Mayotte était devenue petit pour les ambitions de l'artiste. « Je suis parti en France sans aucun repère mais, c'est un chemin qu'il fallait que j'emprunte pour l'évolution de ma carrière », avance-t-il. Et de continuer : « Ca n'a pas été facile. Ma période d'adaptation, j'ai dû user de beaucoup d'imagination

pour ne pas perdre le fil ».

Un artiste à l'origine, c'est quelqu'un d'inventif car ne se contente jamais du peu qu'il a. Un concept qu'Eliasse a fait sien. « Quand je suis arrivé en France, je faisais carrément du porte à porte. J'organisais des mini-concerts dans les foyers comoriens pour à la fois me maintenir en forme mais, aussi pour faire connaître la culture comorienne à travers des photos mais aussi l'art culinaire du pays, tout ça sur fond d'un show musical qui durait à peu près 45 minutes », précise-t-il.

Si l'artiste refuse le terme traversée du désert pour qualifier cette période qui a duré 2 ans, il concède avec un brin nostalgique que ce fut difficile. Comme tout effort finit toujours par payer, la lumière est venue lors d'un festival à l'île Maurice. Invité au MOMIX Festival, une sorte de marché aux musiciens, Eliasse a été repéré par Fred Lachaize, producteur français créateur du Sun Ska Festival l'un des rassemblements des amateurs de Reggae le plus suivi en France voir en Europe. C'est ensemble sous

le label Soulbeat Music qu'ils ont produit l'album Amani Way où l'on retrouve le morceau "Ngaminizo" de son ami Paalesh.

Revigoré par cette sortie mahoraise où il a tenu à impliquer le jeune talent PAPALOTÉ, dès le mois de Mai Eliasse reprendra son bâton de pèlerin pour une tournée en France où 40 dates sont déjà arrêtées. C'est donc avec 2 ans de retard que le natif de Moroni va devoir faire la promotion de son deuxième album déjà salué par la critique comme « un métissage musical qui nous [fait] voyager des Comores, jusqu'en occident, des rythmes traditionnels au blues américain ».

Après son premier album "Marahaba", l'ancien pensionnaire du projet Tsenga 2 avec des artistes tels, Mtoro Chamou, Mikidache, Bo Houss ... confirme tout le grand bien qu'on pensait de lui avec "Amani Way" en attendant le troisième qui est déjà dans les tablettes.

AS Badraoui

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire

Programme Régional d'Infrastructures de Communication (RCIP-4)

Réf N°2022/11/RCIP4/ Ev-F»

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

« SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL POUR L'ÉVALUATION FINALE DU PROJET RCIP4 »

Le Gouvernement de l'Union des Comores a obtenu un financement additionnel dans le cadre de la quatrième phase du Programme régional d'infrastructures de communication pour l'Afrique (RCIP-4) (H787 KM et D 3820 KM) de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Don pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif au « Recrutement d'un consultant international pour l'évaluation finale du Projet RCIP4 ».

1. Objectif de la mission

L'évaluation finale a pour principal objectif de présenter aux services de la Banque Mondiale et au Gouvernement une appréciation globale, en toute indépendance, des résultats du Projet RCIP4 pour la période allant d'octobre 2013 à Juin 2022

Plus spécifiquement, il s'agit :

a) d'apprécier le niveau de réalisation des objectifs assignés au projet en termes de renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles des structures bénéficiaires ainsi que de l'amélioration du cadre réglementaire ;

b) d'analyser la pertinence, l'efficacité, l'efficience et les effets induits du projet ;

c) de faire le point des opportunités, des contraintes et des difficultés rencontrées

au cours de la mise en œuvre du projet ;

d) d'analyser de manière approfondie la structure et la qualité de la gestion du projet ;

e) d'expliquer les écarts constatés et tirer les leçons, notamment sur cette expérience des deux projets thématiquement distincts et administrativement réunis.

2. Durée de l'étude

L'évaluation doit se dérouler dans une durée qui ne dépassera pas 45 jours avec un niveau d'effort de 15 jours sur le terrain (pour chacun des consultants). La mission démarrera à partir d'Avril 2022 et doit être clôturée au plus tard le 25 Juin 2022.

3. Profil du consultant

La mission d'évaluation finale du Projet RCIP4 sera réalisée par un Consultant International disposant d'expériences suffisantes dans le domaine de l'évaluation des projets, le développement institutionnel, la réforme des finances publiques et de la fonction publique. Un Consultant national sera recruté pour appuyer le consultant International dans la réalisation de l'évaluation.

Expert senior, Consultant international

• avoir au moins un diplôme universitaire (BAC +5) en administration publique, économie, gestion des projets,

finances, ou tout autre diplôme jugé équivalent ;

• avoir une maîtrise de la gestion axée sur les résultats ;

• avoir une connaissance approfondie dans le domaine des réformes de la gestion des finances publiques et de la fonction publique ;

• avoir au moins 10 ans d'expérience dans le domaine de la formulation, la gestion et le suivi-évaluation des projets/programmes ;

• avoir réalisé au moins 3 missions similaires en Afrique francophone ;

Constitution des Manifestations d'intérêt

Les candidats intéressés devront soumettre une Manifestation d'intérêt comprenant les pièces suivantes :

• Une lettre de motivation ;

• Un Curriculum Vitae mis à jour et fournissant le nom, le titre, les coordonnées Email et téléphoniques relatives aux références techniques ;

• Une photocopie des diplômes, certificats et attestations de formation

• Les preuves des expériences similaires précédentes.

Les termes de références sont disponibles en demandant à l'adresse suivante : rcip.procure@gmail.com

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le **Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement** (version juillet 2016, 2017, 2018 et 2020). La méthode de sélection est la « **Sélection de Consultants Individuels (SCI)** ».

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : **de 08h 30 à 14h 00 (heure locale) du lundi au vendredi.**

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **21 Mars 2022 à 14 h 00 (heure locale).**

Adressé à : Monsieur le Coordonnateur du Projet RCIP4

« Manifestation d'intérêt – Intitulé Réf. n° N°2022/11/RCIP4/ Ev-F »

Bureau de gestion de projet RCIP-4, Moroni Coulée, Logement N°ZE 27, Tél (269) 773 99 00, email : rcip.procure@gmail.com

Lancé le 07 mars 2022